Document generated on 04/19/2024 12:28 a.m.

Anthropologie et Sociétés

Le concept de culture dans l'analyse du développement économique du Japon

Robert J. Smith

Volume 14, Number 3, 1990

Le Japon : Culture de l'économie, économie de la culture

URI: https://id.erudit.org/iderudit/015140ar
DOI: https://doi.org/10.7202/015140ar

See table of contents

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)
1703-7921 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Smith, R. J. (1990). Le concept de culture dans l'analyse du développement économique du Japon. *Anthropologie et Sociétés*, *14*(3), 11–20. https://doi.org/10.7202/015140ar

Article abstract

Culture in the Analysis of Japon's Economie Development

Many specialists have objected to the use of the concept of culture in the analysis of Japan's economie development because it is difficult to define. This is unacceptable. Here, culture is defined as having to do with motivation, rationalization, choice, decision-making. The importance of the concept of culture cornes from the fact that it refers to limits imposed on choices and practices. In this article, the author examines the rôle of cultural factors in Japan's economie development, taking as examples the organization of labor relations, the constitution of groupings on the basis of territory, and the techniques of decision-making. He shows how principles of organization coming from the past are still in use in industries and in other types of organization in contemporary Japan.

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 1990

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

LE CONCEPT DE CULTURE DANS L'ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU JAPON

Robert J. Smith

Certains auteurs s'opposent à l'application du concept de culture à l'analyse du développement économique du Japon (ou même à l'étude de n'importe quel problème) sous prétexte qu'il est difficile à définir, tout comme ses variables et ses effets. Cette position est contestable, car si la difficulté de définir un concept était suffisante pour l'éliminer, alors la psychologie serait forcée d'abandonner toute recherche sur la perception et sur l'intelligence, la sociologie devrait éviter d'utiliser les notions de classe sociale et de stéréotype et la science politique ne pourrait plus discuter d'autorité, de légitimité et de pouvoir. Toutefois, l'absence de consensus au sujet de sa définition exige de ceux qui veulent y recourir qu'ils en précisent la signification. Selon moi, la culture fait référence à la motivation, à la rationalisation, au choix, à la prise de décision. L'importance de ce concept vient de sa référence aux limites imposées aux actions des individus et des groupes. À l'instar de la définition du bien commun, celle du bien et du mal, du possible et de l'impossible, de l'acceptable et de l'inacceptable fait partie du domaine culturel : ainsi les croyances, les significations, les valeurs, les prescriptions et les interdits sont tous des aspects de la culture.

La culture apparaît donc comme le contexte de toutes les décisions et, ainsi, elle n'est déterminante que dans un sens très large. Ceci dit, il est clair que la tâche la plus difficile est de montrer avec précision comment les concepts de culture, d'économie et de politique sont interreliés. J'utilise ici le mot « concept » de façon délibérée, car, dans les discussions habituelles, on oublie souvent que « politique » et « économie » sont tout autant des constructions analytiques que le sont « culture » ou « société ». Il est vrai que l'économie et la politique sont des concepts d'un type particulier, se prêtant bien à la division en variables. Ce n'est pas le cas du concept de culture, ce qui explique son rejet par ceux qui favorisent l'élégante concision de l'analyse économique ou l'apparente clarté de l'histoire institutionnelle[1].

1. Je comprends mal que les récents événements en Europe de l'Est n'aient pas eu de résonance chez ceux qui rejettent le concept de culture. À ma connaissance, aucun spécialiste de l'économie politique de l'Europe de l'Est n'a prédit l'avalanche de réformes et la révolution qui se sont produites, comme aucun spécialiste en études internationales n'aurait pu imaginer qu'en Iran, les *mullah* renverseraient le régime du shah. Si leurs analyses avaient tenu compte de l'ethnicité, de la religion, de la langue et des différences culturelles, peut-être auraient-ils pu voir un peu mieux ce qui se préparait. Mais leur échec flagrant ne semble pas les avoir rendus plus modestes.

Un exemple récent, qui n'a rien d'exceptionnel, permet d'illustrer ce point de vue (voir aussi Smith 1989a : 429). Dans sa recension du livre d'Andrew Gordon, intitulé *The Evolution of Labor Relations in Japan : Heavy Industry, 1853-1955*, Chalmers Johnson se dit ravi de découvrir, selon son interprétation du moins, que Gordon a finalement mis au rebut l'idée que les facteurs culturels ont une quelconque importance dans l'explication de la façon complexe dont sont créées les institutions (Johnson 1986 : 246). Johnson conseille à ceux qui s'intéressent à la formation du Japon moderne (ou qui veulent connaître les « secrets » du succès industriel japonais) d'étudier l'histoire et les institutions plutôt que la contribution de « la culture unique du Japon » ou « les traits supposément culturels et intrinsèques » des travailleurs japonais[2].

Ce curieux conseil révèle en fait deux postulats qui, bien que très répandus, sont erronés et injustifiés. D'une part, Johnson voit la culture comme une illusion, un fantasme, une chimère, à la fois insaisissable et sans substance. D'autre part, il affirme sans équivoque le caractère réel de l'histoire et des institutions. Or, ce sont elles aussi des notions, des constructions de l'esprit, au même titre que la culture. L'histoire, les institutions ou la culture ne peuvent donc être considérées comme les « déterminants » de quelque chose : elles réfèrent à des modes d'analyse qui donnent une certaine cohérence à la matière brute des événements, des récits et des perceptions.

Pour illustrer cette position, posons-nous quelques questions au sujet de l'histoire du Japon. Peut-on dire que le Japon moderne a une seule histoire ? Quiconque a pris connaissance des différentes interprétations données aux mêmes événements historiques (ce n'est pas seulement le cas du Japon) peut en douter. Les organisations patronales et les syndicats ouvriers ont-ils la même conception de l'histoire des relations de travail dans l'industrie lourde japonaise ? Ienaga Saburô[3] définit-il la « véritable » histoire du Japon de la même façon que les fonctionnaires du ministère de l'Éducation ? Il est bien clair que la réponse à ces questions est non. Les mêmes réserves peuvent être formulées au sujet des institutions, comme le montrent sans peine les controverses au sujet de la définition des syndicats ouvriers, de la lignée impériale et du système de maisonnée *(ie)*, pour ne prendre que trois exemples évidents.

En outre, dans sa hâte de tuer le « dragon » de la culture (les dragons et les chimères ne sont-ils pas de la même espèce ?), Johnson fait une lecture erronée de

2. Johnson a écrit plus récemment que « les spécialistes se rendent compte du fait que le dynamisme économique du Japon et de ses émules en Asie du Sud-Est ne peut s'expliquer par des facteurs temporaires ou contingents ni comme étant le résultat de la culture, mais doit être analysé en lui-même » (Johnson 1989 : 1). Cette phrase semble vouloir dire que l'explication culturelle exclut les autres facteurs. Pour un examen pénétrant de cette question par un spécialiste du droit, voir Punke (1990).

3. N.D.T. : Ienaga Saburô est un éminent professeur d'histoire de l'Université de Tokyo. Depuis plusieurs années, il tente de faire accepter par le ministère de l'Éducation des manuels scolaires qui expliqueraient en détail les événements de la guerre (qui sont traités en deux ou trois pages dans les manuels approuvés par le ministère). Il a aussi écrit des manuels qui examinent la question de la responsabilité de l'empereur et de ses représentants dans la décision de déclarer la guerre et dans les actrocités qui y ont été commises, sujet évidemment omis des manuels officiels.

certains passages du livre de Gordon qui, par ailleurs, sont tout à fait clairs, comme l'illustrent les deux citations suivantes :

> Les premiers ouvrages sur les relations de travail au Japon ont quelquefois fait appel, de façon erronée et simpliste, à la survivance des valeurs féodales pour expliquer les développements institutionnels ultérieurs. Le fait de refuser ce genre d'explication ne signifie pas la négation de toute relation entre le passé (période Tokugawa) et les usines modernes. S'il est clair que les pratiques et valeurs pré-industrielles n'ont pas déterminé le cours des développements ultérieurs, il n'en demeure pas moins qu'un certain héritage du passé a influencé les ouvriers et les patrons dans la définition des relations de travail. Cet héritage comprenait des attitudes et des modes de comportement et d'organisation, mais qui ne faisaient appel que partiellement aux valeurs d'obéissance, de loyauté, de travail, et aux « belles coutumes » paternalistes du passé féodal.
>
> Gordon 1985 : 416

> Un des traits fondamentaux des relations de travail au Japon a ses racines dans le passé : c'est la tendance des ouvriers à organiser leurs syndicats sur la base d'une usine ou d'un atelier. Comme il n'y avait pas traditionnellement de corporations ou de guildes qui auraient pu servir de modèles, les ouvriers se sont organisés sur la base des ateliers et des usines, sans y regarder à deux fois.
>
> *Ibidem* : 417

Gordon voit donc des éléments de continuité importants, quoique spécifiques, entre le passé de la période Edo (1600-1867) et le Japon moderne. Ces éléments ne sont pas qu'historiques ou institutionnels, ils sont aussi culturels. En outre, et c'est encore plus important, Gordon s'intéresse à des caractéristiques de la société japonaise qu'il présente comme le produit d'une combinaison changeante de facteurs culturels, historiques et institutionnels.

À ce sujet, Gordon souligne un point essentiel du développement des relations de travail dans les industries japonaises qui vaut pour un nombre considérable de situations et de contextes au Japon :

> C'est autour de 1850 que les ouvriers et les patrons des industries font leur entrée sur la scène de l'histoire du Japon. Pendant le siècle qui suit, les ouvriers et les patrons s'affrontent, et ils font des compromis ; ce faisant, ils définissent les termes de leur participation à la vie industrielle. Il est intéressant de constater que c'est au début de l'industrialisation (dans la seconde moitié du XIXe siècle) que les relations de travail au Japon ressemblent le plus à celles de l'Occident. Par la suite, les ouvriers et les patrons japonais redéfinissent leurs relations fréquemment et de façon substantielle, de telle sorte que, dans les années 1950, les relations de travail ont une forme très différente de celles de l'Occident.
>
> *Ibidem* : 413

Ce qui signifie qu'avec le temps, les relations de travail sont devenues de plus en plus « japonaises ». Le modèle est venu de l'Occident, mais le système qui en est issu n'est pas occidental. Une concordance s'est établie entre les institutions et les valeurs. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement ? Par définition, une institution ne peut fonctionner correctement au Japon que si elle respecte les principes japonais d'organisation : en fait, ne serait-il pas tout à fait surprenant de trouver un seul arrangement institutionnel au Japon qui ne respecte pas ces principes ? Un des points forts de l'analyse de Gordon est de montrer, à travers

une étude détaillée, que l'adéquation entre les institutions et les principes n'a pas été purement un produit du hasard, mais a graduellement résulté de la négociation entre trois acteurs principaux : l'État, les travailleurs et le patronat.

Gordon rappelle aussi que « tous les membres d'une société ne partagent pas les mêmes valeurs culturelles et celles-ci se modifient avec le temps. Les groupes différents qui composent la société les interprètent et les utilisent différemment ». Par ailleurs, n'importe quelle valeur peut être utilisée par des groupes différents pour atteindre des objectifs divergents. Par exemple, c'est en faisant appel aux « magnifiques coutumes » japonaises que le patronat a essayé d'éviter d'améliorer les conditions de travail et que les travailleurs ont demandé de meilleurs salaires et une plus grande participation à l'entreprise (Gordon 1985 : 432; voir aussi T.C. Smith 1984). De telles différences d'interprétation des valeurs culturelles ont mené inévitablement à de multiples conflits dans le cours du développement des relations de travail dans l'industrie lourde au Japon. Mais cela ne signifie pas que le concept de culture devient inutile.

> Le fait de tenir compte des conflits n'est pas contraire à la reconnaissance de la place de la culture dans cet aspect de l'histoire du Japon. Mais cela nous force à utiliser la notion de culture avec prudence. [La culture et les conflits] en tant que notions ne sont pas mutuellement exclusifs mais complémentaires.
>
> Gordon 1985 : 431-432

Si la culture est importante, alors toutes les institutions du Japon de l'avant-guerre, et pas seulement l'industrie, devraient en révéler la présence. Essayons de voir si les principes d'organisation que Gordon a mis au jour dans l'industrie se retrouvent dans d'autres institutions, en partant d'une conclusion de ce dernier : sur la base des institutions de la période Edo, l'atelier ou l'usine formait l'assise naturelle des organisations ouvrières dans les premières phases de l'industrialisation du Japon. Plusieurs auteurs ont rapporté qu'à l'heure actuelle, les associations et les organisations de toutes sortes ont tendance à être localisées sur un territoire bien défini. Il importe peu que cette tendance ait son origine dans les villages japonais ou dans une autre institution ou organisation. Mais soulignons que Fukutake (1982 : 34) voit le village japonais comme le prototype de ce genre d'organisation territoriale, en opposition aux villages de l'Inde ou de la Chine, dont le mode de regroupement est plutôt fondé sur des principes de nature sociale. Au Japon, à l'heure actuelle, même les groupes d'intérêt sont fortement liés à une base territoriale (Taira 1978 : 141). Par exemple, dans une étude comparative des mouvements de citoyens au Japon, en Europe de l'Ouest et en Australie, Rochon (1983 : 356) a découvert que les activistes japonais sont en général mieux implantés dans la communauté et utilisent davantage les organisations communautaires que leurs collègues européens et australiens.

On peut déceler, dans le Japon actuel, d'autres principes d'organisation communs à plusieurs contextes sociaux différents. Par exemple, Littleton (1986 : 201) a remarqué que les techniques de prise de décision utilisées par les dirigeants des entreprises sont très proches des méthodes de planification et d'organisation des festivals dans un quartier de Tokyo. Dans ce quartier, on essaie d'en arriver à un consensus à travers des méthodes qui ressemblent beaucoup au

ringisei et au *nemawashi*[4], ce qui signifie que l'on fait appel au principe de l'harmonie sociale pour accorder les intérêts potentiellement conflictuels, qu'il existe des hiérarchies différentes qui s'agencent les unes aux autres et que la direction est très ouverte aux pressions de la base.

Plusieurs études portant sur la création de nouvelles communautés ces dernières années révèlent un autre principe commun d'organisation (Ben-Ari 1986; Bestor 1989; Nussbaum 1985; Robertson 1985). Dans tous ces cas, le discours des organisateurs des mouvements ou des planificateurs des programmes fait appel aux modèles et aux modes d'organisation du passé comme base des nouvelles villes ou des quartiers du futur. Il s'agit là d'un exemple de la tendance des Japonais à présenter de nouvelles idées en les revêtant d'éléments traditionnels (R.J. Smith 1983 : 22; Bestor 1985 : 133). La répétition des mêmes thèmes peut donc être vue, et pas seulement au Japon, comme une manifestation de l'importance des facteurs culturels dans la structuration et la restructuration des institutions.

Il y a encore d'autres façons pour les membres d'une société d'apprendre à se comporter selon les modes communs de compréhension venant de l'expérience partagée — il s'agit là d'une caractéristique toujours associée à la définition de la culture. Prenons un autre exemple. Dans une discussion incisive, Ben-Ari a tenté de redéfinir la tendance qu'auraient les Japonais à se définir par le groupe (une tendance que plusieurs auteurs ont notée mais qui a aussi été l'objet de nombreuses critiques). Selon lui, il est important de reconnaître que les Japonais de la classe moyenne acquièrent la capacité de se déplacer d'un groupe à un autre, à travers un long processus de socialisation qui dure toute la vie.

> [Cette capacité] est liée à un processus complexe de socialisation (directe ou indirecte, orientée vers l'avenir) et au fait que les individus font partie d'une succession de groupes tout au long de leur vie : les groupes de jeu ou de quartier, les groupes fondés sur les classes à l'école, les équipes sportives, les associations étudiantes, les groupes d'amis, les groupes de travail ou les groupes formés pour accomplir une tâche, etc.
>
> Ben-Ari 1986 : 221

Donc, à travers un processus d'apprentissage global qui s'étend sur toute la vie, les individus acquièrent la capacité de se déplacer d'un cadre (*waku* ou *sô*) à un autre. Autrement dit, lorsqu'il faut accomplir une tâche ou remplir un objectif, la préférence culturelle et la façon commune de procéder au Japon sont de former un groupe qui se conformera au modèle (à la fois du point de vue de la structure du groupe et des sentiments de ses membres).

Cela ne veut toutefois pas dire que l'on affirme le caractère unique de la culture japonaise à partir de cette tendance à la formation des groupes, ni que l'on suppose que la culture japonaise ne change pas. Mais, en généralisant, cela signifie que les institutions d'une société, à tout moment dans l'histoire, représentent nécessairement une combinaison de coutumes passées, de dispositions

4. N.D.T. : Le mot *ringisei* désigne un mode de prise de décision particulier, fait à partir d'une proposition écrite qui est transmise à plusieurs personnes de différents échelons hiérarchiques à l'intérieur d'une entreprise. Le *nemawashi* désigne les consultations officieuses qui précèdent la rédaction d'une proposition écrite.

présentes et d'orientations futures. Les facteurs culturels, de cette façon, contribuent à la structuration des institutions. En outre, ils sont liés à la façon dont les membres d'une société interprètent leur histoire. Si l'on ne peut dire que la culture détermine directement les comportements, on peut néanmoins avancer qu'elle définit les limites des choix et des pratiques. Parce que les membres d'une société agissent sur la base de significations partagées acquises à travers des expériences communes, la culture peut se voir comme un genre de banque de renseignements : elle n'est pas statique, car de nouvelles données sont constamment ajoutées, les données déjà emmagasinées prennent de nouvelles significations, et le développement de nouvelles connaissances, qui permettent de voir de nouvelles possibilités, mènent à des changements de comportements.

Est-ce que la culture ainsi définie influence l'économie ? La réponse ne peut être qu'un oui catégorique. Car si les économistes ont tendance à ignorer ou à laisser de côté les facteurs culturels, ceux-ci sont tout à fait essentiels à la compréhension de deux éléments fondamentaux de leur discipline : la fonction d'utilité et la fonction de production. La première réfère à ce que veulent les membres d'une société et les groupes dont ils font partie et la seconde aux moyens de l'obtenir à travers le processus de production. Les facteurs culturels modèlent les goûts et les préférences, les décisions au sujet du partage du temps entre travail et loisir, ainsi que la perception de l'équilibre entre la consommation présente et la consommation future[5]. On peut dire la même chose des concepts utilisés en économie politique, même par les spécialistes qui rejettent l'utilisation du concept de culture. Dans une discussion récente sur le sujet, Ruttan (1988) présente un modèle d'équilibre composé de quatre grandes catégories de variables qui déterminent le comportement et la performance économiques : les ressources (pour les économistes, ce sont le capital, le travail et les ressources naturelles), la technologie, les institutions et la culture. Dans ce modèle, chacun des quatre domaines peut changer et affecter les autres. Il est peut-être nécessaire de souligner que les deux derniers domaines (les institutions et la culture) sont habituellement exclus de l'analyse économique au nom de la concision nécessaire à l'explication des transformations à court terme. Même la technologie est souvent prise comme donnée. Ruttan a donc introduit dans l'analyse du comportement et de la performance économique un degré de complexité qui dépasse de beaucoup ce que les économistes voient habituellement comme nécessaire.

Le modèle d'équilibre de Ruttan nous aide à clarifier une considération d'ordre général : la science économique contemporaine, construite et développée en Occident, est elle-même un produit culturel. En tant que tel, elle privilégie un type d'explication fondée sur la recherche des causes immédiates. L'explication culturelle est évidemment elle aussi d'origine occidentale, mais elle donne moins d'importance aux causes immédiates. Elle s'intéresse plus aux processus à long terme, qui se déroulent souvent durant une période suffisamment longue pour

5. J'ai discuté de ces questions plus en détails dans une communication préparée pour le *Japanese Political Economy Research Committee* (R.J. Smith 1988). Cette communication a été discutée au cours des trois conférences de cet organisme et les commentaires de Hugh Patrick et de Henry Rosovsky m'ont été très utiles.

qu'on y décèle les transformations de la culture elle-même. En rejetant la culture comme variable importante, la plupart des modèles économiques, qui choisissent la concision et les processus à court terme, se privent d'un outil explicatif plus puissant et ignorent les processus à long terme. Notons que la recherche de la concision n'est pas culturellement universelle.

Ceci dit, abordons un autre sujet, lié à la culture japonaise, qui comporte des aspects inquiétants. Dans des discussions récentes auxquelles j'ai participé, certaines personnes ont montré un intérêt nouveau et tout à fait surprenant pour le concept de culture. Ces personnes, surtout des spécialistes de science politique (et, plus rarement, des économistes), ont affirmé l'importance de la culture et même la nécessité d'en tenir compte dans l'explication de problèmes cruciaux, par exemple dans l'explication des conflits commerciaux entre le Japon et les États-Unis. Il n'y a pas si longtemps, j'ai entendu un économiste parler des « pratiques et institutions culturelles japonaises encroûtées dans la tradition », qu'il faudrait éliminer pour faire progresser les négociations bilatérales sur le commerce. Les implications de cette remarque sont nombreuses. D'une part, selon ce point de vue, la culture est « quelque chose » qui s'applique à « eux », mais pas à « nous ». D'autre part, la culture est vue comme une barrière, un obstacle, qu'il faut absolument éliminer. La culture devient alors synonyme des croyances et des pratiques irrationnelles des « autres », présentées comme faisant obstacle à la solution rationnelle que « nous », rationalistes, offrons pour régler un problème commun. Les spécialistes qui adoptent un tel point de vue ne peuvent admettre l'idée que l'« irrationalité » (dans ce cas, la culture) existe des deux côtés, c'est-à-dire du « nôtre » comme du « leur ». Il s'ensuit que c'est la culture des autres, et non la nôtre, qui est vue comme un obstacle à la compréhension mutuelle et que l'on doit éliminer. Un anthropologue japonais, Aoki Tamotsu (1988 : 45), croit qu'une tendance « anti-relativiste » est apparue parmi la population et dans les milieux universitaires américains. Il souligne les propos qu'un sénateur très intransigeant a tenus lors d'une entrevue télévisée :

> Quand on lui a demandé ce qu'il pensait de l'impact des facteurs culturels sur de tels conflits [commerciaux] (...) il a répondu sans ambages que la culture n'avait rien à voir là-dedans. Ceux qui débitent des arguments culturels, dit-il, essaient seulement de cacher les problèmes réels : ils utilisent la culture comme une excuse pour ne pas agir.
>
> Aoki 1988 : 44

Quelle amère ironie ! Le concept de culture, si longtemps employé par ceux qui voulaient réduire la mésentente entre les peuples, deviendrait un argument dans les conflits. Aoki va même plus loin :

> On peut dire que la culture est la cause première de la plupart des guerres, des conflits et des troubles du monde actuel. Les facteurs économiques et politiques y contribuent aussi sans aucun doute, mais ils peuvent en principe se résoudre par la consultation et la négociation à partir de considérations rationnelles sur les coûts et les bénéfices (...) Les guerres et les conflits qui sont les plus difficiles à résoudre sont ceux qui ont pour fondements les problèmes culturels.
>
> *Ibidem* : 50

Je pense néanmoins qu'Aoki soulève un aspect important du problème. Car, si l'on se fie à l'histoire récente des pourparlers entre le Japon et les États-Unis,

les difficultés d'agencement des relations internationales augmentent avec la complexité des facteurs historiques et culturels en jeu (R.J. Smith 1989a : 426). Si c'est le cas, il est important de reconnaître le poids des facteurs culturels plutôt que de les ignorer ou de les exclure totalement de l'analyse. Et quand je parle de facteurs culturels, je ne me limite pas seulement aux « facteurs culturels japonais » ou aux « facteurs culturels américains ». Dans mon esprit, la référence à la culture dans le cas des relations américano-japonaises nous force à tenir compte des éléments qui influencent ces relations et qui ne sont pas historiques, institutionnels, politiques ou économiques.

En guise de conclusion, je voudrais vous présenter un exemple. À chaque fois que la presse de Honolulu apprend l'achat par des Japonais d'un terrain important à Hawaï, les manchettes annoncent l'« invasion » ou l'« agression » japonaise. Je n'ai jamais vu d'articles disant que les Américains sont en train de vendre leur pays, ou de discussion sur cet adage américain bien connu qui dit qu'une transaction commerciale comprend toujours un vendeur et un acheteur. Dans les discours sur les frictions commerciales entre le Japon et les États-Unis, les Américains parlent beaucoup de *fair play*, mais, si on analyse un tant soit peu leurs propos, on s'aperçoit qu'ils considèrent que leurs propres façons de faire respectent le *fair play*, mais pas celles des Japonais. Le fait que les Japonais semblent rejeter cette opinion est un fait culturel qui exige un examen en profondeur, car il entraîne des répercussions importantes sur la façon dont les différences d'opinion structurent les relations économiques et politiques.

(Traduit de l'anglais par Bernard Bernier)

Références

AOKI T.
1988 « Culture in the Age of Antirelativism », *Japan Echo*, 15, 1 : 44-51 (traduction abrégée de « Bunka to hiteisei », *Chuô Kôrôn*, novembre 1987 : 104-125).

BEN-ARI E.
1986 « A Sports Day in Suburban Japan : Leisure, Artificial Communities and the Creation of Local Sentiments » : 211-225, in J. Hendry et J. Webber (dir.), *Interpreting Japanese Society : Anthropological Approaches*. Oxford : Oxford University Press.

BESTOR T.C.
1985 « Tradition and Japanese Social Organization : Institutional Development in a Tokyo Neighborhood », *Ethnology*, 24, 2 : 121-136.
1989 *Neighborhood Tokyo*. Stanford : Stanford University Press.

FUKUTAKE T.
1982 *The Japanese Social Structure : Its Evolution in the Modern Century*. Tokyo : Tokyo University Press.

GORDON A.
1985 *The Evolution of Labor Relations in Japan. Heavy Industry, 1853-1955*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.

JOHNSON C.
1986 « Review : Andrew Gordon *The Evolution of Labor Relations in Japan : Heavy Industry, 1853-1955* », *Monumenta Nipponica*, 41, 2 : 245-247.
1989 « The Problem of Japan in an Era of Structural Change », *IHJ Bulletin : A Quarterly Publication of the International House of Japan*, 9, 4 : 1-7.

LITTLETON C.
1986 « The Organization and Management of a Tokyo Shintô Shrine Festival », *Ethnology*, 25, 3 : 195-202.

NUSSBAUM S.P.
1985 *The Residential Community in Modern Japan : An Analysis of a Tokyo Suburban Development*. PhD dissertation, Cornell University, New York.

PUNKE M.W.
1990 « Structural Impediments to United States-Japanese Trade : The Collision of Culture and Law », *Cornell International Law Journal*, 23, 1 : 55-81.

ROBERTSON J.E.
1985 *The Making of Kodaira, Being an Ethnography of a Japanese City's Progress*. PhD dissertation, Cornell University, New York.

ROCHON T.R.
1983 « Review Article : Political Change in Ordered Societies — The Rise of Citizens' Movements », *Comparative Politics*, 15, 3 : 351-373.

RUTTAN V.W.
1988 « Cultural Endowments and Economic Development : What Can We Learn from Anthropology ? » *Economic Development and Cultural Change*, 36, 3 (Supplement) : S247-S271.

SMITH R.J.
1983 *Japanese Society : Tradition, Self, and the Social Order*. New York : Cambridge University Press.
1988 « The Cultural Context of the Japanese Political Economy ». Unpublished manuscrit prepared for the Japanese Political Economy Research Committee, Tokyo.
1989a « Culture as Explanation : Neither All Nor Nothing », *Cornell International Law Journal*, 22, 3 : 425-434.
1989b « Presidential Address : Something Old, Something New — Tradition and Culture in the Study of Japan », *Journal of Asian Studies*, 48, 4 : 715-723.

SMITH T.C.
1984 « The Right to Benevolence : Dignity and Japanese Workers, 1890-1920 », *Comparative Studies in Society and History*, 26, 4 : 587-613.

TAIRA K.
1978 « Modernization, Uglification, and an Urban Revolution in Japan », *Asian Profile*, 6, 2 : 135-152.

RÉSUMÉ/ABSTRACT

Le concept de culture dans l'analyse du développement économique du Japon

Plusieurs auteurs ont voulu, à tort, éliminer tout examen des facteurs culturels dans l'explication du développement économique japonais sous prétexte que ce concept était difficile à définir. La culture est ici définie comme liée à la motivation, à la rationalisation, au choix, à la prise de décision. L'importance de ce concept vient de sa référence aux limites imposées aux actions. Dans cet article, l'auteur examine quel rôle la culture japonaise a joué dans le développement économique japonais, en prenant comme exemples les relations de travail, la constitution de groupes territoriaux et la prise de décision. Il montre comment des principes d'organisation venant du passé sont encore utilisés dans les industries et dans d'autres types d'organisation au Japon à l'heure actuelle.

Culture in the Analysis of Japan's Economic Development

Many specialists have objected to the use of the concept of culture in the analysis of Japan's economic development because it is difficult to define. This is unacceptable. Here, culture is defined as having to do with motivation, rationalization, choice, decision-making. The importance of the concept of culture comes from the fact that it refers to limits imposed on choices and practices. In this article, the author examines the role of cultural factors in Japan's economic development, taking as examples the organization of labor relations, the constitution of groupings on the basis of territory, and the techniques of decision-making. He shows how principles of organization coming from the past are still in use in industries and in other types of organization in contemporary Japan.

Robert J. Smith
Goldwin Smith Professor of
Anthropology and Asian Studies
Cornell University
Ithaca, New York 14853
U.S.A.